

# PORTUGAL

Statement by

H.E. the Secretary of State for Equality and

H.E. the Secretary of State for Foreign Affairs and Cooperation

of Portugal

Ms. Elza Pais

and

Mr. João Gomes Cravinho

High-Level Segment of the Economic and Social Council

Annual Ministerial Review: National Voluntary Presentations

New York, 1 July 2010

Please check against delivery

Monsieur Le Président,  
Professeur Frances Stewart,  
Madame la Ministre  
Mesdames et Messieurs

Le Gouvernement portugais se réjouit du sujet choisi pour la présente session de la Révision Ministérielle Annuelle de ce segment de haut niveau du Conseil Économique et Social des Nations Unies.

Quinze ans après Péquin et sa Plate-forme d'action, il nous reste toujours un long chemin à parcourir en ce qui concerne l'Égalité du Genre et le renforcement du pouvoir des femmes, soit dans les agendas nationaux, soit dans les agendas de la coopération entre les états.

Nous devons garder un rang prioritaire pour les différents engagements et objectifs établis et arrêtés sur le plan international pour l'Égalité du Genre.

Les défis auxquels nous faisons face sont nombreux et complexes, et d'une grande responsabilité, surtout dans le contexte de la crise mondiale que nous vivons.

Il est important de faire progresser l'agenda pour l'égalité du genre dans mon pays, un agenda conçu pour que l'égalité du genre dans la coopération et dans la réalisation des ODM avance aussi.

Ce moment doit constituer une opportunité pour que nous changions notre paradigme et inventions une nouvelle civilisation.

Une civilisation...

- qui ne gaspille pas de ressources humaines;
- qui assure une nouvelle distribution de la richesse pour réduire le fossé entre le petit pourcentage des très riches et le grand pourcentage des très pauvres;
- qui assure une nouvelle relation entre les personnes et l'environnement;
- qui parie à l'économie sociale, à l'associativisme et à la solidarité;
- qui parie à l'Égalité, à l'Éducation et à l'investigation comme investissements à long terme, au sens du développement durable et de la cohésion sociale.

En ce qui concerne l'égalité politique, l'engagement de mon Pays est très important.

Au niveau national, le Portugal s'emploie activement à promouvoir l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes.

La promotion de l'égalité du genre et de l'autonomisation des femmes constitue un principe qui guide nos stratégies de développement national.

Nous estimons qu'il est impossible d'avancer vers la réalisation de tous les autres objectifs du millénaire et de développement sans un investissement important de l'autonomisation des femmes.

La création de ce Secrétariat d'Etat pour l'Egalité traduit la reconnaissance et l'engagement politique à l'égard d'un domaine qui non seulement assure au pays son développement durable, mais qui promeut une justice sociale plus équitable pour tous.

Il a également renforcé l'intégration de la perspective de genre sur tous les domaines d'action politique, notamment sur la coopération pour le développement.

Et bien, le Portugal traverse une phase de consolidation de ses politiques dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nos politiques pour l'Egalité s'inscrivent dans le cadre de cinq Plans Nationaux, fondés sur une aide financière pour l'égalité des sexes qui, pour la première fois, s'élève à 83 millions d'euros, pour la période de 2007-2013, distribuée parmi des organismes publiques, des organisations de la société civile et des entreprises, qui, en forte coopération, implémentent plusieurs projets d'intervention.

Parmi ces projets, je profite l'occasion pour souligner l'aide à la femme entrepreneuse, avec un investissement de 20 millions d'euros, qui non seulement favorise la participation des femmes à la prise de décisions dans les domaines économique et financier, mais qui combat également la pauvreté et réduit les inégalités.

**Le Troisième Plan National pour l'Egalité - Citoyenneté et Genre**, pour la période de 2007 à 2010. Le Troisième Plan consacre l'intégration de la dimension de l'égalité de genre dans les politiques de l'Administration centrale et locale en tant qu'un pré-requis pour une bonne gouvernance tout en renforçant le combat aux inégalités de genre dans les domaines de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

C'est la stratégie du *mainstreaming* du genre qui suit son cours.

Visant à poursuivre cette stratégie, en 2008 le Gouvernement Portugais a créé une législation qui stipule les fonctions des Conseillères ministérielles pour l'Egalité et de leurs équipes interdépartementales; en 2010, il a déjà promu des lois similaires à fin de stipuler les fonctions des Conseillères locales pour l'Egalité, et qui viennent répondre au travail que plusieurs dizaines de municipalités développent déjà.

A chaque ministère, ces Conseillères sont les éléments primordiaux qui veillent à l'égalité et aussi les responsables du processus d'élaboration et d'exécution des Plans ministériels pour l'Egalité qui sont en cours

Au niveau des municipalités, d'autres Plans municipaux pour l'Egalité sont également en train d'être implémentés.

L'objectif de ces Plans pour l'Egalité est celui de promouvoir la conciliation familiale et professionnelle chez les femmes et les hommes.

Mais aussi, de:

- combattre la double journée de travail des Femmes;
- combattre le *paygap*, qui résulte des interruptions des carrières féminines ;
- humaniser les organisations en plaçant les personnes au centre du développement;

- lancer des nouveaux styles de leadership — des leaderships non autoritaires qui stimulent, intègrent et génèrent du bien-être.

Nous croyons que celle-ci est la voie vers la construction de ce nouveau modèle économique et social dont le monde a besoin. Un modèle où les femmes et les hommes peuvent partager, en équilibre, la responsabilité familiale et professionnelle. Cependant, on souhaite une conciliation qui ne soit menée qu'au féminin, comme jusqu'à présent.

C'est pourquoi le gouvernement a lancé un Programme d'Élargissement du Réseau d'Équipements Sociaux, à fin de promouvoir la construction d'équipements sociaux pour enfants et personnes âgées. Ce programme vise à faciliter les tâches de conciliation au sein de chaque famille. Nous sommes devant le déficit de la modernité et du nouveau paradigme dont le monde a besoin pour être plus juste et paritaire.

Le Portugal a aussi rejoint le groupe de pays ayant adopté un **Plan d'Action pour la mise en œuvre de la Résolution 1325** du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le Portugal se réjouit également de l'adoption des Résolutions 1888 et 1889, qui représentent un pas important dans la lutte contre l'impunité.

Toujours, dans le cadre de ce Plan National pour l'Égalité - Citoyenneté et Genre, en février 2009 un **Programme d'Action pour l'Élimination de la Mutilation Génitale Féminine** fut lancé. Les principaux vecteurs qui orientent ce Programme d'action sont la promotion de l'**égalité** du genre et la santé sexuelle et de reproduction.

La Mutilation Sexuelle Féminine est une gravissime violation des droits des femmes et qui provoque des dommages irréparables, à court et long terme, de la santé psychologique et physique des ces femmes et des filles à qui elle a été infligée. Nous sommes aussi en train de sensibiliser les ONG, les Communautés immigrantes locales et les professionnels de santé pour le besoin d'une intervention bien articulée sur cette réalité.

En Guinée-Bissau le fanado alternatif est en train d'être essayé avec succès, permettant que ce rite se maintienne sans que le côté néfaste en soit pratiqué.

Encore en ce qui concerne l'éducation sexuelle et de reproduction, en 2009, le Gouvernement a approuvé la nouvelle Loi de l'Éducation sexuelle dans les écoles.

C'est une loi qui promeut la valorisation d'une sexualité responsable et informée auprès des jeunes des deux sexes;

Monsieur le Président,

Nous avons encore un **Troisième Plan National contre la Violence Domestique** adopté pour la période allant de 2007 à 2010.

Celui-ci intègre des politiques destinées à prévenir et à combattre ce phénomène, avec un accent particulier sur les campagnes de sensibilisation, la formation des acteurs travaillant avec les victimes; la protection, ainsi que le soutien et l'aubègement des victimes en vue de la construction de leur autonomie et de leur réinsertion dans la vie sociale.

Dans mon pays, la violence domestique est un crime public. Les femmes perdent aujourd'hui la peur de porter plainte à la police.

En 2008, à travers une étude nationale, j'ai appris que 25% des jeunes au Portugal auraient déjà été des victimes de violence dans ces rapports amoureux de simples copains. Le Gouvernement portugais a réagi immédiatement, lançant une campagne nationale adressée aux adolescents et jeunes adultes, centrée sur la prévention de la violence dans les relations amoureuses entre les jeunes.

Les matériaux de sensibilisation créés à cet effet dévoilent les mythes sous-jacents à la violence chez les relations amoureuses des jeunes et ont un grand succès, ayant produit des changements de valeurs et d'attitudes chez les jeunes.

Une nouvelle loi sur la violence domestique est adoptée en septembre 2009. Elle intègre, pour la première fois, l'acquis normatif dans ce domaine et établit les bases pour la prévention, la protection et l'assistance aux victimes de violence domestique et :

- établit des programmes adressés aux agresseurs en vue de prévenir de nouvelles agressions,
- le contrôle électronique des agresseurs soumis à des mesures pénales ou à des sanctions
- et la téléassistance aux victimes - ce qui permet, à travers un téléphone, que la police identifie la victime en danger et parte à son secours.

Ce sont des projets pilote, que nous espérons bien pouvoir contribuer à combattre la VD (Violence Domestique) et à réduire le nombre de meurtres entre époux au Portugal.

Nous avons aussi un **Premier Plan contre la Traite des Etres Humains adopté pour la période allant de 2007 à 2010**. Celui-ci vise mettre en œuvre des mesures de prévention et des réponses concrètes en matière de soutien et d'intégration des victimes de la traite, en particulier, des victimes d'exploitation sexuelle et de travaux forcés. Le Portugal a ratifié la Convention du Conseil de l'Europe contre la Traite des Etres Humains le 27 février 2008.

Après d'innombrables instruments juridiques internationaux, comme le Plan d'action de Combat au Trafic d'Etres Humains, une figure est créée pour contrôler la traite des Etres Humains - Le Rapporteur national. Il est important de souligner que ce Plan est doté d'un Observatoire sur la Traite des Etres Humains, responsable du recueil de données concernant ce phénomène.

Finalement, il est important de mentionner que ce Plan a une forte perspective de genre, étant donné qu'en matière de trafic la plupart des victimes sont des femmes et des enfants.

Toutefois, je ne peux pas m'empêcher de mettre en valeur une mesure politique fondamentale à tout ce processus de changement:

La Loi de la Parité.

Celle-ci a été, sans doute, l'une des conquêtes les plus importantes de l'après dictature en ce qui concerne la participation politique des femmes dans mon Pays.

Cette Loi, chères collègues, au-delà de contribuer à l'approfondissement de la démocratie, contribue à un nouvel exercice de la politique, la rendant plus proche des personnes. Nous avons aujourd'hui une démocratie plus qualifiée.

Cette Loi prévoit que les listes de candidats qui sont présentées à l'Assemblée de la République, au Parlement Européen et aux Municipalités intègrent, au moins, une représentation de 33% de chaque sexe. Cependant, pour la constitution des listes électorales, la Loi empêche que trois personnes consécutives du même sexe figurent sur chaque liste, afin de contrarier la situation précédente où les femmes apparaissaient sur des listes électorales, mais à des circonscriptions où la majorité ne serait pas élue.

Cette législation a permis que les résultats des 3 actes électoraux de 2009 aient déjà refléchi une hausse de la représentation des femmes à ces instances.

- Au Parlement Européen, de 25% vers 36,4%;
- Au Parlement National, de 21% vers 28%;
- Aux Municipalités, de 19% vers 29%.

Le Gouvernement actuel est aussi plus paritaire que tout autre précédant: 5 femmes ministres sur un total de 16 ministres.

Bon, comme disait Michelle Bachelet, « lorsqu'une femme entre dans la politique, c'est la femme qui change. Lorsque plusieurs femmes entrent dans la politique, c'est la politique qui change ».

Monsieur le Président,

Je ne pourrais pas terminer sans évoquer le moment difficile que nous traversons dans le monde avec cette crise économique et financière. C'est une crise qui est aussi une crise de valeurs. Mais je parle de ce moment de crise comme d'une opportunité d'excellence pour promouvoir des avancements dans le dossier de genre et des Droits Humains. La réduction des inégalités devra impliquer que nous pariions fortement sur personnes et à ce qu'elles gagnent du pouvoir, en particulier les femmes.

La promotion d'une Education réelle dans le domaine des différentes formes de citoyenneté (locale, globale, planétaire, numérique, etc.) auprès des jeunes - filles et de garçons - sera une clé essentielle pour que nous parvenions à avoir une société où :

- les **Droits Humains** sont promus,
- les bénéfices de la diversité sont **reconnus**,
- les groupes de personnes sous-**représentées** sont intégrés dans les différents les niveaux de décision,
- une société où nous puissions vivre au sein d'une culture de respect et de tolérance entre toutes les personnes.

Et pour terminer, Monsieur le Président,

Je parle de la dernière réalisation d'un agenda intégré de genre relatif à la coopération au sein de Communauté de Pays de Langue Portugaise. La plus récente Rencontre de Ministres d' Egalité de cette Communauté de Pays de Langue Portugaise en est un exemple positif, avec la création d'un agenda permanent de genre intégré au sein de l'agenda de coopération politique de CPLP.

Les états de la CPLP ont stipulé aussi la création d'un Plan Stratégique de Genre, concrétisé, sur le terrain, moyennant un Plan d'action, étroitement articulé avec plusieurs stakeholders de ce domaine, notamment l'UNIFEM, le FNUAP, l'ONU SIDA et plusieurs autres Organisations de la Société civile.

Nous avons fait un pas conjoint vers le réel développement des politiques pour l'égalité et pour la non discrimination dans la Communauté de Pays de Langue Portugaise. Dans ce cadre, le Gouvernement Portugais poursuivra l'implémentation de sa stratégie politique vers une société développée, une société de bien-être, où femmes et hommes, quels que soient leur origine ethnique, âge, handicap, orientation sexuelle ou religion, puissent aspirer équitablement à leurs réalisations personnelles, familiales et professionnelles.

Nous voici devant le déficit d'aujourd'hui et celui de demain  
Je vous remercie.

\*\*\*\*\*

Following on my colleague's words, allow me to begin by complementing you for the theme selected for year's ministerial review, which will hopefully allow us to strengthen the gender dimension of international cooperation and mobilize concerted international action towards the implementation of the commitments that we agreed upon in the Millennium Declaration in 2000.

There is by now a widespread international consensus that the well-being and empowerment of women worldwide, has a major and positive impact upon the promotion of development. However, situations in which the human rights of women and girls are threatened, violated or simply not met still remain tragically widespread. This is in fact a double tragedy, and a double offence against the potential of humankind. In the first instance this is because as humans we recognize that we each have certain inalienable rights, whatever our gender; and, secondly, because we weaken our societies by not fully heeding these rights, and by not sufficiently creating the conditions for women to offer their full contribution. The political, economic and social discrimination that they suffer hinders the development possibilities of entire communities and countries.

Worldwide, women often carry the primary burden for meeting their families' needs for food and water, and they are often solely responsible for the difficult choices related to education and health options of the family, when such options exist. It is therefore perfectly clear that without making significant progress in advancing the economic and social empowerment of women, and

strengthening their rights, progress in reducing poverty, eliminating hunger and promoting development will be difficult to achieve.

The Portuguese Government is strongly committed to the promotion of gender equality and the empowerment of women, and these are key elements in our approach to development assistance. We believe that the accomplishment of each of the Millennium Development Goals cannot be achieved without a greater investment in the empowerment of women and girls and that this achievement is strongly predicated upon women and girls having a greater say in their own development. As a result of this view we have been working hard at ensuring that we have proper guidelines for incorporating a systematic gender perspective in our national development co-operation activities.

We are currently reviewing our *National Gender Strategy for Development Policy*, and I am pleased to have this opportunity to say a couple of words on this topic. Firstly, as regards the process, the revision of the revised strategy is being conducted by a Working Group created within our Development Cooperation Forum, which brings together state and non-state actors in development cooperation, such as NGOs, trade unions, local councils, universities, foundations, amongst others. This participatory approach not only enriches our work, by incorporating into our policies the expertise of different social actors who are involved in development issues, but it also enhances our effectiveness by producing a more widely shared commitment to the principles that we have identified in our joint work.

Secondly, as regards the substance, our new gender strategy for development policy will be focusing upon four interrelated areas, that are increasingly central in our policies: (i) the promotion of women's economic empowerment, through access to education and to income-generating activities; (ii) the promotion of women and girls' sexual and reproductive health and rights; (iii) attention to the impact of climate change on women's lives; and (iv) a commitment to combat all forms of gender-based violence.

Working upon our policy guidelines allows us to be better partners, and Portugal's main development partners are to be found in the Community of Portuguese Speaking States, the CPLP. My colleague, the Secretary of State for Gender Equality, has already mentioned the work that is underway in the CPLP itself, and we view this with enthusiasm. Recently, women parliamentarians from the CPLP countries held their first meeting, and they have made clear demands for the necessary legislative measures that can lead to a greater participation of women in politics, public life and leadership positions. On our part, we are of course also working to place gender equality at the centre of our bilateral aid programmes in a way that can be translated into programmes and projects that have a real impact in improving the livelihoods of girls and women. Thus, the promotion of gender equality is present both in our political dialogue with partner countries, and in gender-specific deliverables in our aid programmes.

Mr. President, Excellencies

We recognise that financial shortcomings are making it difficult at the moment to comply with the internationally established quantitative goals regarding ODA; this is all the more reason for a strong commitment towards the quality and effectiveness of our development activities, and we believe

that we have made some important advances in this regard. Our efforts are channelled towards the priorities of our partner countries, reinforcing their efforts at achieving the MDGs, with a strong focus on education, health, professional training and poverty reduction. Priority is given to enhancing the social role of women, their equal participation in political decision-making and economic security, access to water and sanitation, food security and economic opportunities. We place emphasis also upon protection from gender-based violence.

In our national report we have highlighted several of these interventions and actions. Allow me though to say a couple of words about two examples of projects that I consider to be success cases. Both projects are related to the health sector, and each of them deserve a mention for specific reasons.

The first one is devoted to the promotion of women's reproductive rights and the protection of maternal and newborn health in Guinea-Bissau. This project involves strengthening 12 health units of Obstetric and Neonatal Emergency Care in rural areas of the country, where the death rates for women in giving birth are still amongst the worst in the world.

The truth is that among the health-related MDGs, MDG 5 – improving Maternal Health – is the one that has made the least progress and it is also the most underfunded. Every year, more than 500,000 women and girls die from pregnancy-related causes —one death each minute of every day. Almost all maternal deaths occur in developing countries; and, of course, poor women are the most vulnerable. Our low level of achievement in MDG 5 is all the more regrettable when we see that it is not only an important goal in itself; it is also central to the achievement of all of the other MDGs: reducing poverty, reducing child mortality, stopping HIV and AIDS, providing education, promoting gender equality, ensuring adequate food, and promoting a healthy environment. In Portugal there is a growing awareness of this, as can be seen by the focus of our national Parliament on this issue.

But returning to Guinea-Bissau, our project is responsible for directly implementing part of the Guinean Ministry of Health's strategy for reproductive health, thus strengthening local operational capacity. The project has identified situations of poverty and illiteracy, the social status of Guinean women, systems of beliefs and insufficient public services as the complex causes of the maternal and neonatal deaths. It works with teenagers of both sexes, and with traditional and administrative authorities in an integrated approach. In less than two years there have been significant changes in the equipment of these rural hospitals, and in staff capacity. Community educators have been trained and awareness campaigns in local media have been promoted. The project is now entering its second stage, to consolidate what has been accomplished and to expand to other regions in the country. There has been very hard work by all those involved, predominantly local staff, but apart from this I would like to share with you what I consider to be the other two key elements of success.

Firstly, the project is based upon a long-term and country-specific partnership. The partnership involves Portuguese Development Co-operation, UNFPA and the Portuguese Television Network (RTP). RTP is obviously not usually involved in this business, but in this case a television campaign was used for fundraising, and the amount was subsequently matched by official Portuguese development assistance. The project was designed by our development agency together with UNFPA, thus allowing each partner to bring to the table what they can do best. Secondly, the project has also been remarkable in providing information and accountability. With separate financing, RTP

has filmed and documented all of the relevant stages of the project, creating a series of very enlightening documentaries with the title “Giving Life without Dying”. This has allowed our public to have a very serious and rigorous analysis of the reality of life – and indeed death – in Guinea-Bissau. I believe that if we are more successful in showing our populations the usefulness of their solidarity, as we have done in this case, maybe we will have an easier task in contributing to the achievement of the MDGs by 2015.

The other example that I wish to mention involves the wonderful achievement of having one of our partner countries, São Tomé and Príncipe, declared by WHO and UNICEF as being on-track to attain the MDGs in the health sphere. São Tomé is one of the poorest countries in the world, so this is no small achievement. While targeting healthcare directly, São Tomé is also making major steps in ancillary areas such as providing safe drinking water and basic sanitation, leading to indicators that rate among the best in Sub-Saharan African countries.

Our project, called “Healthcare for All”, works with local authorities in transforming a highly inefficient healthcare system into a decentralised network covering the entire country through an integrated healthcare service package that promotes prevention and offers primary healthcare all over the country. The Integrated Healthcare Service Package is efficient and geared to local needs, and has had a significant impact all over the country. “Healthcare For All” has introduced rigorous but decentralised management and control procedures, and over several years it has invested in the training and education of the technical staff, who are all nationals, and in strengthening the institutional capacity of the STP Health Ministry. It continues to support local technical staff, avoiding a brain drain. The project also ensures financial sustainability through cost-recovery policies.

This experience has proven so successful over the past years, that the São Tomé government has requested that we use the same model to work in the secondary education system, in partnership with the national Education Ministry. We are now in the second year of the education project, and we have high hopes of being able to replicate the success of “Healthcare for All”.

I would like to finish my presentation by highlighting what I consider to be one of the most challenging dimensions of the forthcoming years for our gender concerns: the impacts of climate change on the lives of women in developing countries. When we refer to the impact of climate change, we cannot ignore that these are felt differently according to the place in the world in which we live, and to our economic conditions, and this means that climate change works towards widening already existing inequalities. This includes gender inequality.

Only recently have donor countries begun to develop and implement mitigation and adaptation policies and I believe that we have an important challenge ahead of us in this field. The way that women and girls, namely in the poorer countries, suffer the impact of climate change is symptomatic of differentiated impacts. But women and girls are not only the first victims of crisis - because they are part of the groups most vulnerable to unemployment, lack of healthcare and extreme poverty – they are also the main actors of any change. This should be something to keep our minds busy when drafting our new policies in a more efficient and integrated manner.

Let me however underline that the relationship between gender and climate change must also be looked at from a different angle, in the medium and long-term, namely in its relation to population growth. The reduction of excessively high maternity rates can only be achieved through investment

in women and girls: in their education, their health, the promotion of access to family planning and reproductive care. For diverse reasons, be it ideological prejudice or simple media neglect, the international community has failed to fully invest in this issue over the past years, and we believe that it is time to change this.

Mr. President, Professor, Minister, Excellencies, ladies and gentlemen,

I would like to thank ECOSOC for this opportunity to address you today, as it is my strong belief that learning by doing and by sharing experiences is vital for achieving more effective results. Let me assure you that Portugal is committed to using all its available resources and performing better. Achieving the goals that we set up in 2000 still remains within our grasp, but this certainly cannot be achieved without a serious and global effort to promote gender equality and the empowerment of women, which is precisely why this theme is so pertinent to our work.